

La formation du canton de Genève (1814-1816)

[Paul Waeber]

Autor(en): **Bouquet, Jean-Jacques**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **25 (1975)**

Heft 3

PDF erstellt am: **27.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

PAUL WAEBER, *La formation du canton de Genève (1814-1816)*. Genève, chez l'auteur, 1974. In-8°, 392 p.

Dans l'histoire de Genève, il est un moment, pourtant capital, qui, mentionné en passant par tous, a curieusement été négligé par l'historiographie et n'a guère fait l'objet de monographies sérieuses: il s'agit de l'arrondissement du territoire de la République, après la restauration de celle-ci, et de l'incorporation à la Suisse. Plusieurs aspects particuliers ont été abordés dans des articles de Paul-Edmond Martin, de Luc Monnier, de Jean-Charles Biaudet notamment; la *Correspondance diplomatique* de Pictet et d'Ivernois, les *Mémoires* de Talleyrand, les *Souvenirs* de Montenach sont publiés depuis longtemps, mais il faut remonter jusqu'en 1849, soit jusqu'à l'*Histoire de la restauration de la République de Genève*, par Albert Rilliet, bien décevante à maints égards, pour trouver un récit consacré à cet épisode. C'est dire que le présent ouvrage comble une lacune béante.

L'auteur affirme dès l'introduction qu'il ne donnera pas «une histoire en forme de la restauration à Genève, cependant quelque chose qui s'en approche: un récit chronologique complet axé sur les variations de l'accroissement de territoire envisagé et recherché par le gouvernement genevois de 1814» (p. 9). Le plan est en effet chronologique et le leitmotiv la question de l'ampleur de l'agrandissement. On voit la lutte de ceux qui, comme Du Roveray, préconisent un canton qui aurait compté deux cent mille âmes, et de ceux qui, suivant l'avis de Marc-Auguste Pictet, estiment «qu'une acquisition de territoire autre que celle strictement nécessaire pour nous désenclaver nous tournerait à piège beaucoup plus qu'elle ne nous serait utile. L'accession d'un grand nombre de catholiques nous dénaturerait peu à peu et, fussent-ils protestants, elle nous dénaturerait encore» (p. 89). La préoccupation confessionnelle est mise en évidence, encore qu'il faille parfois nuancer les idées reçues: c'est ainsi que des protestants, tels le pasteur Picot, souhaitent l'annexion du Pays de Gex, soit pour des raisons économiques, soit parce qu'elle correspond à leurs yeux à une certaine «mission» de Genève (p. 112).

Mais si Genève reste au centre de l'exposé, la position des Confédérés et celle des représentants des Puissances ne sont pas négligées pour autant. L'auteur fait vivre dans le détail les interminables tractations poursuivies à Vienne et relatives notamment à l'échange projeté de Porrentruy avec Gex (avec le jeu habile que Talleyrand mène avec son roi, ainsi que la collusion entre Berne et la France), à l'affaire de la Valteline et à celle des anciens fiefs impériaux enclavés dans le territoire de Gênes. Les négociations avec le royaume de Sardaigne concluent la partie narrative de l'ouvrage.

De nombreux problèmes particuliers sont traités, souvent dans une optique renouvelée. C'est ainsi que l'on parle (pp. 67-68) de «l'immense malentendu» qui survint entre Metternich et les ultras bernois; l'auteur soutient que «Metternich désirait que la Suisse, ou du moins un canton,

eût fait appel à l'intervention autrichienne, à la fois pour forcer la main au tsar et pour donner à l'Autriche le premier rôle et le contrôle dans la prochaine réorganisation de la Suisse.» Mais du fait que Berne proclama ses droits sur Vaud et sur Argovie et dénonça l'Acte de Médiation en s'autorisant au premier chef de la volonté de restauration que les Alliés avaient manifestée en ordonnant à leurs troupes de pénétrer en Suisse, ce fut donc la coalition qui cautionna les Bernois et non l'inverse.

Sur la question de Gex, P. Waeber affirme qu'elle «fut avant tout une question genevoise. Le Pays de Gex n'aurait pas été attribué à la France si la République de Genève ne s'était désistée ou ne l'avait peut-être décommandé» (p. 126). Pourtant, dans ce problème sur lequel les documents connus ne font pas encore toute la lumière et qui offre place à bien des conjectures, il ramène la marge de manœuvre des Genevois de 1814 à sa juste place (pp. 119-120): «Ce que des historiens appelleront la perte du Pays de Gex... n'est sûrement que la dernière phase d'une série de désistements et de refus» qu'il faut faire remonter, le chapitre premier le montre, jusqu'à la fin du XVI^e siècle.

Au sujet des protagonistes, P. Waeber n'est souvent pas tendre pour Pictet de Rochemont; c'est ainsi qu'il lui attribue (p. 173) une grande part de responsabilité dans le manque d'union, à Vienne, entre la députation genevoise et celle de la Confédération; ce sont encore (pp. 201 sq.) les maladresses de Pictet qui pesèrent sur le sort de la Savoie. Et le problème de la valeur exacte de la source, pourtant abondamment utilisée parce qu'inépuisable, que constitue la *Correspondance diplomatique*, est posé, lorsqu'on s'interroge si la demande de neutralisation du Pays de Gex, en septembre 1815, ne fut pas présentée «par acquis de conscience et pour les besoins de sa correspondance avec ses mandants» (p. 313). Les conceptions de Pictet, «tout tendu vers les formes d'ancien régime», et, en mai 1814, «très docile aux injonctions les plus réactionnaires», contrastent avec celles d'un Laharpe, qui croit aux libertés individuelles et aux progrès politiques (p. 134).

Talleyrand n'est pas mieux traité, accusé qu'il est de se laisser guider surtout par des pots-de-vin (ainsi dans la question de l'Evêché de Bâle, p. 228, à propos de laquelle on répète, après Pictet, que Dalberg, lui aussi, n'est bien disposé envers Berne qu'à cause de ses obligations personnelles envers Zeerleder). L'attitude des magistrats helvétiques de 1813, Reinhard en tête, est, contrairement à l'opinion de la plupart des historiens, qualifiée de prudente plutôt que de passive (p. 66).

Ces quelques exemples montrent la richesse et l'intérêt de l'ouvrage, dans une matière singulièrement touffue. Fondé sur les sources, aussi bien manuscrites – de nombreux documents sont insérés in extenso dans le texte – qu'imprimées, il témoigne également d'une connaissance étendue de la bibliographie. On peut se demander si le chapitre V – Tour d'horizon sur les Puissances avant le Congrès de Vienne – était absolument nécessaire, encore

qu'il contienne (pp. 190-194) d'intéressantes considérations sur la notion de légitimité. Plus surprenante est l'adjonction, à la narration et à l'examen des problèmes strictement historiques, de préoccupations politiques et civiques qui sont le fait non des hommes de 1815, mais de l'auteur ! Le problème est le suivant : peut-on mêler les éléments de synthèse et les jugements d'ensemble à une monographie, à un précis ?

Signalons en passant une coquille à la p. 171 (Dapples pour vallée des Dappes) dans une énumération des revendications territoriales helvétiques qui, d'après les *Abschiede*, est à notre avis plus clairement dessinée que l'auteur ne semble l'admettre ; et mentionnons enfin qu'une liste bibliographique complète, un *index rerum* qui s'ajouterait à ceux des noms de personnes et de lieux, et une carte topographique moderne plus précise que le simple croquis de la p. 388, n'auraient pas déparé un travail dont ces menues réserves ne doivent pas faire oublier les mérites et qui ne pourra plus être ignoré des chercheurs.

Clarens

Jean-Jacques Bouquet

FREDDY BUACHE, *Le cinéma suisse*. Lausanne, L'Âge d'Homme, 1974. In-16, 314 pages, photos. (Coll. « Histoire et théorie du cinéma »).

« Écrire l'histoire du cinéma suisse devrait consister (...) à reprendre systématiquement, pas à pas, un itinéraire mal défini jalonné de mauvais souvenirs » (p. 9), indique très justement M. Freddy Buache dans sa préface, et il précise tout aussitôt que son livre « n'a pas cette ambition » (p. 10). Sage précaution, modestie dans le propos que devraient imiter bien des auteurs, et pas seulement en histoire du cinéma. Il nous est néanmoins apparu que le livre de M. Buache méritait que les historiens y prissent garde, car il est, faute d'une vraie étude scientifique sur le cinéma suisse, et en attendant des synthèses plus élaborées, un précieux instrument de travail et un guide à travers un domaine à défricher, qui ne peut être laissé de côté si l'on veut étudier la Suisse de notre siècle.

Contrairement à ce que croient volontiers nos contemporains, la production cinématographique helvétique a commencé dans les années 20 déjà. Mais elle n'a jamais connu de large diffusion, et elle s'est longtemps cantonnée dans deux domaines spécifiques : le documentaire et le film folklorique. Cette limitation dans les ambitions suffisait à elle seule pour empêcher une large distribution internationale des produits cinématographiques suisses ; mais réciproquement, l'impossibilité d'atteindre un vaste marché européen conduisait les maisons de production (la principale étant la *Praesens* de Zurich) à spécialiser leur travail en fonction des goûts, réels ou supposés, du public suisse. Il n'existe encore aucune étude sérieuse sur les aspects financiers de cette production, elle-même liée aux placements de capitaux dans des entreprises étrangères. Il a en effet été de tradition, durant ces cinquante dernières années, que les tentatives de créer un cinéma suisse